

Politique de l'eau en macronie : l'avènement de la post-démocratie ?

19/01/2026

Le gouvernement, pour satisfaire aux exigences de la FNSEA, s'assoit sur des décisions prises démocratiquement. Dans la France de Macron comme aux Etats-Unis de Trump, peu importe désormais la réalité décrite par la connaissance scientifique et technique, les décisions sont guidées par les puissances d'argent et seul paye le lobbying.

En France, la politique de l'eau est souvent présentée comme un modèle démocratique. Le cadre national, qui découle largement des textes européens, est suffisamment souple pour qu'une « gouvernance » locale voie le jour. La Commission Locale de l'Eau (CLE), « parlement de l'eau » à l'échelle d'un bassin versant, est le lieu du débat pour élaborer, au plus près du terrain, la politique de l'eau et des milieux aquatiques.



Source : <https://www.la-croix.com/planete/pesticides-l-anses-dans-le-viseur-des-agriculteurs-20241022>

Celle-ci est décrite dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), dont la CLE est l'instance décisionnelle. Elle rassemble les représentants des divers intérêts et acteurs sur le bassin : élus locaux, Etat, usagers, parmi lesquels on trouve les associations environnementales, ainsi que les acteurs économiques.

Ce fonctionnement donnant priorité à la délibération sur la base de constats partagés entre acteurs a donné satisfaction pendant des décennies dans de nombreuses régions. Il est aujourd'hui défié par les intérêts particuliers de syndicats agricoles, qui revendiquent la priorité

dans l'accès à la ressource et le droit de l'empoisonner sans limites. Ces syndicats, FNSEA en tête, sont prêts à faire usage de la force pour imposer leurs vues.

Le bassin de la Vilaine, dans l'Ouest, est typique de cette trajectoire. La situation écologique y est désastreuse, avec 92 % des masses d'eau dégradées, plus de 60 % des zones humides détruites et de nombreux captages fermés car contaminés par des pesticides. La révision du SAGE était en bonne voie pour une meilleure protection des milieux aquatiques ainsi que pour maintenir la potabilité de l'eau du robinet. Et puis, la « crise agricole » intervient et trouve son

paroxysme avec l'épizootie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) et la signature des accords « Mercosur ». En décembre 2025, à la veille de la réunion de la CLE qui devait valider le nouveau SAGE Vilaine, Emmanuel Macron accordait au président de la FNSEA d'Ille-et-Vilaine un entretien bilatéral. Renforcée par cette écoute bienveillante, la FNSEA a empêché le vote de la version révisée du SAGE en bloquant l'accès à la salle où la CLE devait se réunir. Les forces de l'ordre, présentes en masse, ne sont pas intervenues. Les principales mesures décriées par les syndicats agricoles productivistes sont l'interdiction de certains pesticides sur une partie des zones de captage d'eau potable – 2% du territoire – et l'impossibilité de détruire de nouvelles zones humides.

Une nouvelle réunion de la CLE était programmée le 16 janvier 2026 et, de nouveau, le *lobbying* de la FNSEA a payé : les représentants des services et opérateurs de l'Etat à la CLE du SAGE Vilaine – dont l'OFB – ont reçu ordre de ne pas siéger. L'instruction viendrait de Matignon, relayée par la préfecture. **Cette prise de contrôle par le**

sommet de l'Etat remet fondamentalement en question la démocratie locale. Le gouvernement est prêt à sacrifier le processus délibératif, la santé des habitants et, *a fortiori*, les milieux aquatiques pour satisfaire le syndicat agricole majoritaire.

Par cette politique de la chaise vide, abandonnant le portage du projet qui a nécessité trois ans d'études et de concertation, le pouvoir central arbitre en faveur de l'intérêt particulier de *l'agrobusiness* au détriment de l'intérêt général. C'est bien loin de ce que l'on est en droit d'attendre du personnel politique et de la haute fonction publique.

Le message adressé aux collègues des services et opérateurs de l'Etat qui animent et portent, dans toute la France, les politiques de l'eau et tout particulièrement les SAGES est particulièrement violent : **peu importe la réalité décrite par la connaissance scientifique et technique, les décisions sont guidées par les puissances d'argent et seul paye le *lobbying*.**



L'exercice actuel du pouvoir sacrifie l'intérêt général pour ménager les intérêts particuliers de l'agrobusiness et des puissances d'argent. Cette pratique, accompagnée d'un autoritarisme sélectif, sape les fondamentaux de notre société. La CGT Environnement dénonce cette dérive gouvernementale populiste, toxique et antidémocratique.

 Des difficultés ? Des témoignages ? Contactez-nous.

 cgt@ofb.gouv.fr

Pour nous suivre :

 <https://equipementcgt.fr/spip.php?rubrique882>

 [@cgt-environnement.bsky.social](https://twitter.com/cgt-environnement.bsky.social)